

PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE BURKINA FASO

ADDENDUM
CYCLE DE
PROGRAMME HUMANITAIRE
2022
PUBLIÉ EN AOÛT 2022



À propos

Le présent addendum au Plan de réponse humanitaire 2022 a été rédigé en tenant compte du changement du contexte humanitaire au Burkina Faso.

PHOTO DE COUVERTURE

Des élèves de Dori. Photo: UNICEF/Franck DEJONGH

Les désignations employées et la présentation des éléments dans le présent rapport ne signifient pas l'expression d'une quelconque opinion que ce soit de la Partie du Secrétariat des Nations Unies concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone ou de leurs autorités, ou concernant la délimitation de frontières ou de limites.

Pour consulter les mises à jour les plus récentes



OCHA coordonne l'action humanitaire pour garantir que les personnes touchées par la crise reçoivent l'assistance et la protection dont elles ont besoin. Il s'emploie à surmonter les obstacles qui empêchent l'aide humanitaire d'atteindre les personnes touchées par les crises et assure le leadership dans la mobilisation de l'aide et des ressources au nom du système humanitaire.

www.unocha.org/burkina-faso

twitter.com/ochabfa

Humanitarian RESPONSE

Humanitarian Response OCHA coordonne l'action humanitaire pour garantir que les personnes touchées par la crise reçoivent l'assistance et la protection dont elles ont besoin. Il s'emploie à surmonter les obstacles qui empêchent l'aide humanitaire d'atteindre les personnes touchées par les crises et assure le leadership dans la mobilisation de l'aide et des ressources au nom du système humanitaire.

www.humanitarianresponse.info/burkina-faso



Humanitarian InSight soutient les décideurs en leur donnant accès à des données humanitaires clés. Il fournit les dernières informations vérifiées sur les besoins et la prestation de la réponse humanitaire ainsi que sur les contributions financières.

www.hum-insight.com



Le Service de suivi financier (FTS) est le principal fournisseur de données continuellement mises à jour sur le financement humanitaire mondial, et est un contributeur majeur à la prise de décision stratégique en mettant en évidence les lacunes et les priorités, contribuant ainsi à une aide humanitaire efficace, efficiente et fondée sur des principes.

fts.org/appeals/2022

Table des Matières

1- Plan de réponse

- 04 1.1 Aperçu du plan de réponse révisé
- 05 1.2 Changements du contexte et impact de la crise

2- Analyse Sectorielle/Cluster

- 08 2.1 Protection
- 10 2.2 Sécurité alimentaire
- 11 2.3 Nutrition
- 12 2.4 Eau, Hygiène et Assainissement
- 13 2.5 Santé
- 14 2.6 Abris/AME
- 15 2.7 Education
- 16 2.8 Gestion des Sites d'Accueil Temporaire (GSAT)
- 17 2.9 Logistique
- 18 2.10 Réfugiés

1.1 - Aperçu du Plan de Réponse Révisé

PERS. DANS LE BESOIN INITIAL	PERS. DANS LE BESOIN RÉVISÉ	PERS. CIBLÉES INITIAL	PERS. CIBLÉES RÉVISÉ	FINACEMENT REQUIS INITIAL	FINACEMENT REQUIS RÉVISÉ
3,5M	4,9M	3M	3,8M	590,9M	805,1M

Chiffres révisés

SECTEUR	PERS. DANS LE BESOIN	%CHANGEMENT DES BESOINS	PERS. CIBLÉES	%CHANGEMENT DES CIBLES	FINACEMENT REQUIS (US\$)	% CHANGEMENT DU FINACEMENT REQUIS
Abris / AME	2,1M	+39%	600K	+37%	58,6M	+8%
Eau, Hygiène et Assainissement	3,0M	+20%	2,1M	+24%	104,2M	+48%
Coordination	-	-	-	-	13,0M	+14%
Education	995K	0%	751k	+0%	54,1M	+20%
Gestion des Sites d'Accueil Temporaires	1,1M	+25%	404k	+28%	6,9M	+27%
Logistique	-	-	-	-	3,1M	+1042%
Nutrition	1,1M	+5%	700k	+9%	52,5M	+19%
Protection	2,1M	+28%	1,1M	+0%	19,0M	+16%
Protection de l'Enfance	1,3M	+37%	637k	+70%	61,1M	+100%
Protection Violence Basée sur le Genre	915k	+24%	424k	+0%	25,4M	+15%
Protection Lutte Anti-mines	1,0M	0%	375k	+0%	2,6M	+2%
Protection Logement Terres et Biens	1,5M	0%	387k	+0%	1,6M	+15%
Santé	3,0M	+24%	1,1M	+0%	31,4M	+19%
Sécurité Alimentaire	2,9M	+20%	2,8M	+19%	331,9M	+48%
Réfugiés	34k	+28%	34k	+28%	39,5	0%

1.2 - Changements du contexte et impact de la crise

La crise complexe et volatile du Burkina Faso continue de se détériorer. Les premiers mois de 2022 sont marqués par une augmentation substantielle des personnes déplacées internes (PDI), une aggravation rapide de la situation d'insécurité alimentaire et la détérioration significative à l'accès à l'eau et aux services sociaux de base. Cependant, l'intensification nécessaire de la réponse est entravée par le manque de financement. De plus, les impacts de la crise progressent plus rapidement que les ressources disponibles pour couvrir les besoins humanitaires.

La hausse du niveau général des prix impacte toutes les populations vivant au Burkina Faso. Les produits pétroliers, du riz, du maïs blanc, de l'huile de coton et de l'huile d'arachide sont des produits de nécessité de base et ont connu une augmentation significative de leur coût. Compte tenu de la situation économique mondiale, il est très probable que cette tendance augmentera.

La communauté humanitaire appelle urgemment à un engagement renouvelé de la part de tous les contributeurs afin de s'assurer que personne ne soit laissé de côté.

De fait et au vu de l'augmentation des besoins humanitaires au Burkina Faso, la communauté humanitaire propose un addendum du Plan de Réponse humanitaire (HRP) pour une priorisation de l'action. 805 millions de dollars américains sont nécessaires pour offrir une assistance digne et adéquate aux personnes en situation d'extrême besoin, soit une augmentation de 36% par rapport au HRP originel (de 591 millions de dollars).

Le nombre de personnes déplacées interne a augmenté de 20% entre janvier et avril 2022, passant de 1,6 millions le 31 décembre 2021 à 1,9 million au 30 avril 2022. De plus, 1 million de personnes

sont dans des zones considérées comme enclavées dont 600 000 PDI.

Une insécurité alimentaire et nutritionnelle criante est observée pendant cette période de soudure (juin-août 2022), avec 3,45 millions de personnes en insécurité alimentaire sévère (CH phase 3+) (Cadre Harmonisé mars 2022), et une augmentation de 15% des montants des prix (de 113 750 FCFA à 131 291 FCFA) (Panier de Dépenses Minimum (MEB) avril 2022). En conséquence, un écart budgétaire important est rapporté au sein des acteurs opérationnels ; ils ont besoin de plus de financement pour apporter une assistance humanitaire aux personnes les plus vulnérables.

Les hostilités et les affrontements actifs dans les régions du Centre-Nord, de l'Est, du Nord, du Sahel, de la Boucle de Mouhoun combinés à l'insécurité croissante dans les Cascades et le Sud-Ouest, ont entravé la capacité des organisations humanitaires à atteindre les personnes affectées, et ont réduit la capacité de la population civile à accéder l'aide. Les six premiers mois de 2022 marquent une augmentation de 76% des incidents sécuritaires par rapport à la même période en 2021 (925 incidents en 2022 et 525 en 2021) (ACLED).

La violence est l'un des principaux facteurs de besoins dans la région. De fait, les points d'eau sont désormais ciblés par des attaques marquant une détérioration pour l'accès à l'Eau, l'Assainissement et l'Hygiène (EHA). Ceci impacte la plupart des autres secteurs humanitaires, tels que la nutrition, la sécurité alimentaire, la santé et la protection. Le contexte sécuritaire détérioré impacte l'accès humanitaire ainsi que l'approvisionnement des marchés locaux ; affectant les populations vulnérables et leur accès aux denrées essentielles.

Dans ce contexte, les Nations Unies et les partenaires humanitaires ont fourni une aide alimentaire, de nutrition, d'abris d'urgence, de soins de santé, d'eau, d'assainissement et d'hygiène, d'éducation et de protection à plus de 1,3 millions de personnes pendant le premier semestre de l'année, atteignant des zones difficiles d'accès. Le service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS) a récemment été renforcé par un troisième hélicoptère afin de permettre des vols plus réguliers vers les zones difficiles d'accès et pour accroître les frets.

Face à un environnement fluide, la communauté humanitaire met l'accent sur la fourniture d'une assistance aux personnes les plus vulnérables. Les acteurs humanitaires s'engagent à mener des efforts concertés pour s'assurer que leurs opérations accompagnent les personnes dans le besoin là où elles se trouvent, y compris lorsqu'elles optent pour un retour volontaire.

Les fonds mobilisés ne sont pas à la hauteur de ces besoins croissants et les défis opérationnels existants. Seulement 209 millions de dollars sur les 805 millions de dollars requis au titre du HRP ont été reçus au

15 août 2022 (soit 26%). Sans une intensification substantielle de la réponse, les individus, les ménages et les communautés risquent d'être condamnés à une spirale vicieuse d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité, incapables de se rétablir. Les sections suivantes présentent les principaux changements intervenus dans chaque secteur depuis la publication du HRP (basé sur des données récoltées en octobre 2021) ainsi qu'une présentation de l'augmentation du coût de la réponse et de la capacité d'absorption des cibles additionnelles.

L'addendum du HRP prévoit de soutenir davantage de populations vulnérables si un budget additionnel est disponible : 4,9 millions de personnes sont impactées par la crise avec des besoins humanitaires critiques et 3,8 millions de personnes ont été ciblées. La stratégie humanitaire reste étroitement hiérarchisée, prend en compte et s'assure de sa complémentarité aux actions entreprises par d'autres parties, tels que la réponse nationale. Elle répond aux priorités inscrites dans les cadres de planification nationaux, tels que le Plan d'Action de la Transition et le Plan National de Relèvement et s'insère comme levier clé du Nexus humanitaire-développement-paix.

Partie 2 : **Analyse Sectorielle/Cluster**

MIA/ NORD, BURKINA FASO

PDI à Mia dans la région du Nord, cette dame reçoit des conseils de la FAO.

Photo : FAO/Aminata DIALLO





2.1 Protection

CIBLE INITIALE	CIBLE REVISÉE	PERS. ATTEINTES JAN- JUN	FINACEMENT ORIGINAUX	FINANCEMENT REVISÉS
1,1M	1,1M	109k	72,8M	110M

Analyse contextuelle

Depuis le début du mois de février 2022, on assiste à une multiplication des opérations militaires et à une intensification des incidents sécuritaires. Cela contribue à une dégradation considérable de l'environnement de Protection au Burkina Faso. Les infrastructures soutenant la vie communautaire telles que les installations téléphoniques, forages, écoles, et autres, ainsi que la fermeture des services sociaux de base, sont de plus en plus ciblés par des attaques et ont davantage contraint les populations au déplacement. Ces déplacements forcés s'accompagnent de graves violations de leurs droits humains et les exposent à des risques de protection dont les potentielles victimes sont surtout les femmes, les enfants et les personnes à besoins spécifiques. Une augmentation sans précédent des violations graves contre les enfants est observée, soit une augmentation de 284% entre 2020 et 2021.

La crise alimentaire et nutritionnelle contribue à l'aggravation des vulnérabilités des familles les plus démunies et exacerbe l'exposition des enfants (en particulier les adolescentes) à la violence, au mariage des enfants et la violence sexiste. Les garçons sont exposés au recrutement par les groupes armés. De plus, pour contribuer aux charges familiales les enfants sont davantage exposés à l'exploitation, y compris dans le travail et l'exploitation sexuelle, l'abus et la négligence. Selon le HRP 2022, élaboré en octobre 2021, 1 million de personnes ayant besoin de protection ont été ciblées, avec un besoin financier de 72 millions de dollars pour la mise en œuvre de cette réponse. Cependant, au regard de la dégradation continue de l'environnement de protection du fait de la situation sécuritaire dans le pays et de l'accroissement des besoins de protection, ces chiffres de planification et le budget devraient être revus à la hausse.

Les risques et problèmes de protection les plus récurrents sont :

- Risque d'entraves à la liberté de mouvements des populations affectées ;
- Risque de retours forcés de PDI ;
- Risque de violations graves des droits de l'enfants (enrôlement, séparation, trafic, etc.) ;
- Les enfants et les familles sont confrontés à la violence et à la perte d'êtres chers et de biens, ce qui affecte leur bien-être psychosocial ;
- Risque d'accroissement et de multiplication des formes de VBG ;
- Risque de violations des droits humains (enlèvement, assassinats, destructions de biens, etc.)
- Risque d'évictions forcées et d'expropriation
- Risque d'exposition aux mines et Engin explosif improvisé (EEI) ;
- Accès limité des acteurs de protection aux populations affectées (monitoring, assistance, etc.) et des personnes dans le besoin aux services sociaux de base dans les zones à haut risque.

En plus du contexte sécuritaire du pays, les récents bouleversements de l'ordre politique ont eu pour corollaires le changement de certains interlocuteurs ; ce qui impacte la prise des décisions sur des questions foncières et de la documentation civile. Le processus de la domestication de la Convention de Kampala ainsi que la signature du Protocole de transfert des enfants rencontrés lors des opérations de sécurisation du territoire entamés par le précédent régime, pourraient être ralentis.

De fait, le nombre de personnes dans le besoin (PIN) d'assistance en Protection dépasse les 2 millions.

Augmentation du coût de la réponse

Les coûts unitaires des sous-secteurs de la protection augmentent en relation avec le taux d'inflation au Burkina Faso. Le coût unitaire des activités de la protection générale est de 17 dollars, de 7 dollars pour la Lutte Anti-Mine (LAM), de 4 dollars pour le Logement Terre et Biens (LTB) de 96 dollars pour la Protection de l'Enfant et 60 dollars pour les activités contre les Violences Basées sur le Genre (VBG). Au vu de cette augmentation, le budget du secteur Protection est de 110 millions de dollars.

Capacité d'absorption

Le Cluster travaille à maintenir un taux de réponse stable, tout en doublant son effort, par la mobilisation de ressources et le renforcement de la capacité des relais communautaires.

La capacité d'absorption du budget pour la protection générale est importante grâce au renforcement en capacité et en ressources humaines de l'équipe du monitoring de protection, qui pourra ainsi assurer une grande couverture géographique et un meilleur suivi des incidents de protection.

L'AoR protection de l'enfant a connu ce dernier temps

un renforcement des capacités important y compris celui relatif à l'absorption des ressources. Les 26 ONG nationales et internationales et 2 agences des nations unies membres de l'AoR assurent efficacement la mise en œuvre des interventions de protection de l'enfant en situations d'urgence. Grâce à la double stratégie (1) mobile de réponse adoptée par l'ensemble des partenaires avec l'implication du gouvernement, ainsi que la (2) localisation, plus d'enfants auront accès à la réponse, ce qui augmentera également le niveau d'absorption des ressources allouées à la réponse.

Par ailleurs avec le niveau actuel de renforcement des capacités dans le but d'assurer une meilleure couverture des besoins par rapport aux interventions de protection de l'enfant, la révision de la cible sectorielle va jusqu'à 60% du PIN, soit une nouvelle cible de 637 000. Ce changement permet d'établir des interventions à la hauteur des besoins de plus en plus croissants suite à l'exacerbation de la crise.



2.2

Sécurité alimentaire

CIBLE INITIALE	CIBLE REVISÉE	PERS. ATTEINTES JAN-JUIN	FINACEMENT ORIGINAUX	FINANCEMENT REVISÉS
2,3M	2,8M	1,3M	224M	332M

Analyse contextuelle

Le Cadre Harmonisé de mars 2022 estime que 3,45 millions de personnes seront en insécurité alimentaire sévère (CH phase 3+) pendant la période de soudure (juin-août) 2022, dont 630 000 au bord de la famine. Cela représente une augmentation de 40% de la population en phase 3+ par rapport à 2021. Les facteurs aggravants sont les conflits couplés à la hausse du prix des denrées alimentaires de base, qui augmentent de 40 à 60 %, exacerbée par les répercussions de la guerre en Ukraine et la mauvaise performance de la campagne agricole 2021-2022.

Des fonds supplémentaires sont essentiels pour couvrir la nouvelle cible et s'adapter au panier alimentaire minimum (MEB) mis à jour par le Cash Working Group en raison de l'inflation extrême des céréales et d'autres produits alimentaires de base (les céréales ont augmenté de 60 %, le niébe de 62 %, l'huile végétale de 56 % par rapport aux prix de mars 2021). De plus, l'insécurité empêche les agriculteurs d'accéder à leurs champs et cause un véritable déplacement forcé qui a conduit à une réduction des terres emblavées de 412 000 hectares depuis le début du conflit. En conséquence, la production agricole attendue a baissé de 10% entre 2021 et 2022.

Les humanitaires ne peuvent faire face à cette dégradation de la situation brutale. Toutes les stratégies ont déjà été prises, jusqu'à diviser par deux la quantité de nourriture distribuée à chaque ménage pour pouvoir toucher autant de personnes possibles dans le besoin. Une augmentation de 580 000 personnes dans le besoin d'une assistance est notée, soit un nouveau chiffre de PIN de 3,45 millions personnes.

Augmentation du coût de la réponse

L'augmentation du coût unitaire pour la partie transfert en espèces est liée globalement à la mise à jour de

panier alimentaire par le Cash Working Group en avril 2022. Ceci s'ajoute à l'augmentation de prix de vivres en nature. La hausse des prix de ces produits est principalement liée à la hausse généralisée du prix de denrées de base telles que céréales, légumineuses et huile tant sur le marché local que pour les produits importés. A noter que pour toutes importations et acheminement de vivres, les coûts du fret maritime sont à la hausse de près de 60% entre février 2021 et février 2022. La COVID-19 et le conflit en cours au Burkina Faso ainsi que la crise russo-ukrainienne ont désorganisé les chaînes d'approvisionnement vers et dans le pays. De même, la hausse du coût du pétrole perturbe également les chaînes d'approvisionnement. Au vu de l'augmentation du coût unitaire de 25% (soit 119 dollars), le montant nécessaire pour couvrir le besoin des personnes vulnérables est estimé à 332 millions de dollars.

Capacité d'absorption

En raison de l'augmentation du nombre de personnes dans le besoin, la cible estimée pour le HRP 2022 de 2,3 millions de personnes devient 2,8 millions de personnes.

Le cluster a la capacité d'absorption de cette cible additionnelle car cette cible est basée sur les données partagées dans l'outil de planification du cluster où la vaste majorité des partenaires indiquent uniquement les projets avec le financement qui sont déjà accordés. Cependant, des fonds additionnels seront nécessaires pour couvrir le coût supplémentaire.



2.3 Nutrition

CIBLE INITIALE	CIBLE REVISÉE	PERS. ATTEINTES JAN-JUIN	FINACEMENT ORIGINAUX	FINANCEMENT REVISÉS
645K	700k	342k	40M	52M

Analyse contextuelle

La malnutrition est liée à de multiples vulnérabilités sous-jacentes telles que l'insécurité alimentaire, des pratiques alimentaires et de soins inadéquats pour les nourrissons et les jeunes enfants, une incidence élevée de maladies infantiles, une pauvreté généralisée, un accès insuffisant à l'eau, à l'assainissement, à l'hygiène et aux services de santé, ainsi que le genre et d'autres normes sociales. Les conflits, l'insécurité, la crise socioéconomique et les phénomènes climatiques extrêmes récurrents au Burkina Faso continuent de se détériorer et d'aggraver la nutrition. Six régions ont des taux de malnutrition aiguë globale à savoir : le Sahel (15.1%), le Centre (12.1%), le Nord (11.9%), et la Boucle du Mouhoun (10.8%) (enquête nutritionnelle nationale de novembre 2021). Le nombre d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère attendu au niveau national est passé de 151 214 à 179 252 soit une augmentation de 19% de 2021 à 2022. 3,4 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire, 700 000 enfants de moins de 5 ans sont menacés de malnutrition aiguë.

Augmentation du coût de la réponse

Le cluster Nutrition est affecté par l'augmentation des prix sur le marché et par conséquent le coût unitaire initialement prévu dans le HRP n'est plus conforme à la réalité actuelle. En effet, les coûts des denrées alimentaires et matière première pour la fabrication des aliments thérapeutiques ont augmenté, ce qui a un impact sur les programmes. A titre illustratif, il y a une augmentation d'environ 20% de prix des Aliments Thérapeutiques Prêt à l'Emploi (ATPE) habituellement utilisés pour le traitement en ambulatoire des enfants atteints de malnutrition aiguë sévère sans complications médicales. De plus, concernant les farines infantiles utilisées dans le traitement de la malnutrition aiguë modérée (MAM) et dans la prévention contre la

malnutrition (BSFP) on note une augmentation des prix de la farine CSB+ (passant de 10 à 29 dollars entre juin 2021 et juin 2022 (soit une hausse de 290%)). L'huile est passé de 1 à 3 dollars soit une hausse de 300% et celui de CSB++ de 17 à 27 dollars soit une hausse de 159%.

Au regard de l'augmentation des prix du marché et de services offerts au secteur de la nutrition, le coût unitaire par bénéficiaire en général est en moyenne augmenté de 20% (de 62 à 75 dollars) et d'une manière particulière pour les bénéficiaires malnutris aigue sévère est passé de 92 à 110 dollars. Par conséquent le budget initial HRP 2022 est passé de 40 millions de dollars à 52,5 millions de dollars.

Capacité d'absorption

Les cibles pour la nutrition deviennent 700 000 enfants malnutris, soit une augmentation de 8,5%. Le cluster nutrition dispose des capacités d'absorption du budget additionnel qui serait lié à l'augmentation du coût unitaire. Pour améliorer les capacités d'intervention, le cluster favorise le partenariat entre agences des nations unies, ONG internationales et nationales tout en mettant l'accent sur la promotion des approches décentralisées et communautaires. Environ 25 ONG internationales et nationales ainsi que 2 agences des Nations Unies (UNICEF et PAM) sont opérationnelles dans les zones prioritaires. Les personnels de santé ainsi que les agents communautaires sont formés sur les approches de prévention et de prise en charge de malnutrition aiguë. Dans les zones à défi sécuritaires où les personnels de santé sont en nombre insuffisant, le cluster Nutrition, en collaboration avec les autorités sanitaires, a pris l'initiative de renforcer les capacités des agents itinérants pour couvrir les gaps en ressources humaines tout en continuant un minimum de services.



2.4 Eau, Hygiène et Assainissement

CIBLE INITIALE	CIBLE REVISÉE	PERS. ATTEINTES JAN- JUN	FINACEMENT ORIGINAUX	FINANCEMENT REVISÉS
1,7M	2M	384k	70,2M	104M

Analyse contextuelle

La crise de l'eau en cours au Burkina Faso ne fait que s'aggraver en raison des attaques aux points d'eau et des sabotages de pylônes électriques dans une douzaine de villes, privant plus de 650 000 personnes de leur accès à l'eau. Au total, 46 incidents ont eu lieu de janvier à avril 2022, contre 8 en 2021 et 2 en 2020. La pénurie d'eau est également aggravée par le changement climatique qui réduit la disponibilité des ressources en eau : la pluviométrie déséquilibrée lors de la dernière saison des pluies 2021 a engendré un assèchement anticipé des sources d'eau dans de nombreuses zones du pays surtout au Sahel et Centre-Nord. Cette situation crée une augmentation de la morbidité et la mortalité en lien avec les maladies hydriques ainsi que de la malnutrition et une aggravation des conflits autour des points d'eau et des risques de protection. La recherche de l'eau expose les femmes et les enfants à des risques de violences basées sur le genre. L'évolution des personnes dans le besoin (PIN) en EHA est estimée à environ 500 000 personnes additionnelles depuis le début de l'année. Ainsi, ce PIN passe de 2,5 à 3 millions de personnes.

Augmentation du coût de la réponse

Afin d'améliorer le coût efficacité des interventions face à des financements décroissants, le Cluster EHA a encouragé les économies d'échelle et les mutualisations et a revu à la baisse le paquet d'interventions minimum pour pouvoir toucher un plus grand nombre de personnes. Ces efforts ont contribué à une certaine réduction du coût unitaire. Toutefois, cette réduction a été contrebalancée par une augmentation significative des coûts réels des activités EHA entre janvier et juin 2022. Cette augmentation s'est produite en raison de l'aggravation des contraintes d'accès et une augmentation drastique des coûts de transport, du carburant

et des coûts des matériaux. Par exemple, la tonne de fer est passée du simple au double (de 720 dollars à 1 360 dollars) et le coût du ciment a considérablement augmenté. Cela est dû à des réglementations nationales visant à la normalisation de certains matériaux et également à la conjoncture mondiale d'inflation en lien avec les répercussions de la guerre en Ukraine. Ainsi, le coût unitaire EHA est augmenté de 20% passant de 42 dollars par personne à 50 dollars par personne. Le budget EHA est désormais de 104 millions de dollars, soit une augmentation de 48%.

Capacité d'absorption

La capacité d'absorption du Cluster EHA est importante en raison de l'augmentation du nombre d'organisations membres (10 de plus en 2022) et du renforcement des capacités des organisations nationales (21 en 2022 contre 14 en 2021). Face au faible financement, plusieurs organisations se sont retrouvées avec une réduction d'activités par rapport à l'année dernière. Bien que les contraintes d'accès rendent difficile parfois la mise en œuvre de certains projets, les acteurs ont des capacités d'absorption supplémentaires pour les activités d'urgence standard dans les zones d'accueil qui restent pour la plupart accessibles. Pour les zones difficiles d'accès, les acteurs EHA ont développé des alternatives incluant principalement de méthodologies d'intervention à distance, en s'appuyant sur les vols UNHAS, les convois commerciaux et les ressources humaines locales. Ainsi, il est estimé que la cible du Cluster EHA pourrait augmenter de 400 000 personnes additionnelles pour couvrir le besoin supplémentaire, principalement grâce à des interventions importantes de réhabilitation et expansion des services urbains et péri-urbains dans les zones d'accueil. Ainsi, la cible EHA passe de 1,7 à 2 millions de personnes.



2.5 Santé

CIBLE INITIALE	CIBLE REVISÉE	PERS. ATTEINTES JAN- JUN	FINACEMENT ORIGINAUX	FINANCEMENT REVISÉS
1,1M	1,1M	505k	26,4M	31,4M

Analyse contextuelle

Le secteur de la santé a observé une augmentation du nombre de personnes privées d'accès aux soins due à l'augmentation continue des formations sanitaires fermées. De janvier à juin 2022, une interruption des services de santé a eu pour conséquence la privation à 2,2 millions des personnes d'accès aux soins de santé en raison la fermeture des formations sanitaires. L'interruption du déploiement de l'offre des soins de santé dans les districts inaccessibles dont les formations sanitaires ne fonctionnent pas, pourrait entraîner des conséquences néfastes avec l'augmentation des maladies et des décès parmi les populations particulièrement les personnes déplacées internes. De fait, l'évolution du PIN Santé est estimée à 607 000 personnes additionnelles depuis le début de l'année, soit un total de 3 millions de personnes.

En effet, une recrudescence et résurgence des maladies sont à craindre. Certaines régions font face aux flambées épidémiques comme la rougeole et la polio, résultantes du déplacement des populations qui se trouvent avec une faible couverture vaccinale. De plus, la gratuité des soins de santé devient entravée par l'accès aux produits essentiels dont les médicaments mais aussi l'inexistence des services des soins de santé.

De plus, la gratuité des soins de santé ne permet pas de couvrir tous les besoins des plus vulnérables qui n'ont pas de quoi payer. L'accès aux produits essentiels, dont les médicaments, devient un défi majeur ainsi que l'inexistence des services des soins de santé alors que les besoins ont doublé.

Augmentation du coût de la réponse

Plusieurs déterminants impactent le coût de soin notamment le transport sanitaire pour les évacuations

et les approvisionnements dans les zones difficiles d'accès, la charge du personnel (mesures incitatives, salaires, apports en denrées de première nécessité), les intrants et produits de santé (coût d'achat, fret, distribution), l'inflation de prix sur le marché ainsi que les stratégies adaptatives mises en place pour faciliter l'offre de soins dans les zones d'afflux (clinique mobile, postes médicaux avancés, plateau technique, les stratégies santé communautaires, ...).

On estime à 19% l'augmentation globale du coût unitaire soit de 23 dollars à 28 dollars prenant en compte différents déterminants. Le budget du cluster santé augmente de 18,85%, soit 31,4 millions de dollars.

Capacité d'absorption

La situation actuelle demande un déploiement des activités à base communautaire. Pour les communes prioritaires où les formations sanitaires fonctionnent à minima il faudra assurer que l'appui aux formations sanitaires est privilégié avec une stratégie de localisation de la réponse. Quand les formations sanitaires sont complètement fermées, la localisation de la réponse par déploiement des cliniques mobiles et les postes médicaux avancés devront être mise en place. Le Cluster santé a proposé deux modalités stratégiques selon les activités (soit à base communautaire, soit dans les formations sanitaires).



2.6

Abris / AME

CIBLE INITIALE	CIBLE REVISÉE	PERS. ATTEINTES JAN- JUN	FINACEMENT ORIGINAUX	FINANCEMENT REVISÉS
439k	600k	96k	54,4M	58,6M

Analyse contextuelle

L'augmentation significative du nombre des personnes déplacées internes (PDI) augmente les besoins d'abris et d'articles ménagers essentiels (AME). Le secteur dénombre 2 092 582 personnes dans le besoin, soit une augmentation de 37% depuis l'estimation faite lors du HRP 2022 (de 1 524 824 personnes). De plus, l'urbanisation de la crise et la concentration des PDI dans les centres urbains amplifient les risques d'exploitation des PDI et d'éviction, désorganise la planification urbaine et réduit l'accès au loyer. Des solutions de réhabilitation d'abris, d'abris d'urgence, semi-durables et durables sont nécessaires du fait du prolongement de la crise. La transformation des abris d'urgence en abris durables, la réhabilitation des abris d'urgence dégradés ainsi que la provision en abris durables pour les personnes qui ont sécurisé un espace sont nécessaires pour leur assurer un logement digne.

Les conséquences du non-financement additionnel seront la dégradation des conditions de logements des PDI, une forte promiscuité, l'augmentation accrue des besoins en Abris et AME susceptible d'accroître les risques de protections, notamment la violence liée aux VBG et une forte pression sur les ressources des communautés hôtes pouvant dégrader le vivre ensemble. De fait, le coût de l'inaction sera la dégradation rapide des interventions, les risques de protection, et l'augmentation du nombre des personnes ayant besoin d'un logement et d'AME.

Augmentation du coût de la réponse

Suite à l'inflation et l'augmentation du prix du carburant intervenues dans le premier semestre de 2022 occasionnant l'augmentation du prix des transports, le Cluster à travers certains partenaires clés ont réévalué les prix des articles et des matériels du contenu des

kits Abris et AME. De fait, le budget du Cluster Abris / AME a augmenté de 8%, soit de 58,6 millions de dollars.

Capacité d'absorption

Le Cluster envisage d'atteindre 600 000 personnes dans le besoin en AME, soit une augmentation de 37% par rapport à la cible du HRP 2022. Ces personnes additionnelles pourront être atteintes grâce à plusieurs éléments. La crise étant de plus en plus urbanisée, les partenaires pourront plus facilement intervenir pour répondre dans les zones urbaines disposant de compétences locales et d'une plus grande disponibilité des matériaux. De plus, l'adoption de l'approche des mises en œuvre se focaliseront sur le partenariat avec les acteurs locaux ainsi que l'acceptation locale, ce qui permettra aussi d'atteindre les PDI dans les zones difficiles.



2.7 Education

CIBLE INITIALE	CIBLE REVISÉE	PERS. ATTEINTES JAN-JUIN	FINACEMENT ORIGINAUX	FINANCEMENT REVISÉS
751k	751k	33k	45M	54M

Analyse contextuelle

Entre janvier et mars 2022, 14,60 % de l'ensemble des écoles du pays sont fermées. En outre, ce nombre est passé de 2 877 en octobre 2021 à 4 258 en mai 2022 soit une augmentation de 48%. En termes de personnes affectées on note 344 363 élèves et 12 480 enseignants affectés en octobre 2021 contre 579 440 élèves et 17 251 enseignants affectés en mars 2022 soit 68% d'élèves et 87% d'enseignants de plus en six mois. L'impact du conflit augmente le nombre d'enfants en dehors de l'école estimés à 52,1 % pour l'âge du primaire et 50,3 % pour les adolescents en âge de fréquenter le collège. Les enfants hors écoles sont exposés à toutes formes de violences, principalement l'enrôlement dans les groupes armés, le mariage des enfants, et les pires formes de travail des enfants. Dans les zones à défis sécuritaires où 52 % des personnes ont moins de 14 ans, le recrutement des enfants est souvent facilité par les pressions socio-économiques, 8 enfants sur 10 dans le Sahel Central subissent des violences. Cette dégradation du contexte ayant été prise en compte dans l'élaboration du HRP 2022, le nombre de personne dans le besoin dans le secteur de l'éducation reste inchangé, soit donc 995 000 enfants de 3 à 17 ans.

Les conflits et les déplacements de population qui en ont résulté ont considérablement déstabilisé un système éducatif déjà affaibli. Le secteur de l'Education a payé un lourd tribut à la crise et il est urgent d'investir et de capitaliser sur les opportunités dans le système existant pour faciliter la continuité de l'éducation dans toutes les situations.

Augmentation du coût de la réponse

Dans le cadre de l'alimentation scolaire, le cluster Education a enregistré des prix plus élevés des aliments de base qui s'ajoutent de plus en plus à des prix locaux

déjà en hausse. Cette surenchère oblige de plus en plus les acteurs de la réponse à observer soit l'augmentation du budget alloué à un élève soit la réduction de repas servis au restaurant scolaire. Parmi tant d'autres raisons, elle pourrait être attribuée à la complication des contraintes d'accès et à l'évolution rapide des coûts de transport / carburant déclenchant automatiquement la hausse de coûts de certains matériaux de construction des infrastructures scolaires (c'est le cas du ciment, des fournitures et de certaines prestations telle que les allocations alimentaires lors des ateliers, formations, etc). Ainsi, l'estimation de l'augmentation du coût unitaire des programmes d'éducation en situations d'urgence (ESU) est de 20%, provoquant l'évolution rapide du coût unitaire de 60 dollars par personne à 72 dollars par personne. Le budget pour le cluster éducation est donc de 54 millions de dollars, soit une augmentation de 20%.

Capacité d'absorption

L'augmentation du budget due à la hausse du coût unitaire reste gérable au niveau de la mise en œuvre car le Cluster dispose, différemment des années précédentes, d'une bonne capacité d'absorption de ressources de plus en plus forte malgré les contraintes d'accès aux zones enclavées où des acteurs locaux, avec l'accompagnement des acteurs nationaux/internationaux, développent des formules alternatives du non formel et de la routine éducative en lieu et place de l'éducation formelle. Par ailleurs le cluster observe une mise en œuvre dynamique des projets orientée vers les zones d'accueil accessibles, pour la plupart des zones urbaines et péri-urbaines. Etant donné qu'il n'y a pas de changement de PIN, la cible reste par conséquent la même.



2.8

Gestion des Sites d'Accueil Temporaire (GSAT)

CIBLE INITIALE	CIBLE REVISÉE	PERS. ATTEINTES JAN-JUIN	FINANCEMENT ORIGINAUX	FINANCEMENT REVISÉS
314k	404k	124k	5,4M	6,9M

Analyse contextuelle

Le Cluster CCCM/GSAT n'a reçu que 16% des financements requis au HRP 2022, avec lesquels les partenaires ont pu atteindre 32% de la population totale ciblée dans 11 sites d'accueil temporaires et 05 zones d'accueil de déplacés. Seul un huitième des sites de déplacés internes sont actuellement gérés et soutenus par le Cluster, et les partenaires n'ont pu combler que quelques lacunes d'entretien clés dans 7% des sites en raison de ressources limitées.

Les problèmes liés à la terre restent un obstacle majeur à la fourniture efficace de l'aide humanitaire. L'augmentation du nombre de personnes déplacées internes a entraîné des niveaux élevés de congestion due à l'absence de terre pour l'extension de ces sites mais également pour l'installation de nouveaux sites quand nécessaire.

Les modalités des déplacements changent et se concentrent de plus en plus autour des capitales régionales. La présence de PDI dans les sites est une tendance à la hausse par rapport à l'accueil des populations hôtes. En outre, l'absence de mécanismes de gestion et la faiblesse des infrastructures communautaires dans les sites et les zones d'accueil est susceptible d'accroître les risques de protections, notamment la violence sexuelle et sexiste, en particulier pour les groupes à risques ayant des besoins spécifiques.

Le secteur GSAT dénombre 1,1 millions de personnes dans le besoin, soit 228 000 personnes additionnelles.

de 28%, ce qui augmente le montant nécessaire de 1,4 millions de dollars, soit 6,9 millions de dollars.

Capacité d'absorption

Un appui accru au secteur permettrait aux partenaires d'intensifier les activités de gestion de site dont le besoin est urgent en vue d'améliorer les conditions de vie des personnes déplacées internes via une assistance de protection et une réponse multisectorielle coordonnée aux personnes déplacées résidant dans les sites, les établissements informels et en milieu urbain, ainsi que de plaider pour des solutions viables dans les sites et les zones d'accueil de déplacés. Les activités de renforcement des infrastructures et les projets communautaires sont essentiels pour l'autonomisation des personnes affectées par le déplacement.

Les activités du cluster ont permis d'atteindre en fin mai 2022 32% de la cible HRP. Si le financement nécessaire est disponible, le cluster sera en mesure d'atteindre cette augmentation de 89 000 PDI supplémentaires, soit une cible de 404 000 personnes.

Augmentation du coût de la réponse

Tenant compte de l'accroissement des déplacements internes concentrée vers les villes urbaines, entraînant également une congestion élevée dans les sites de déplacés et la création de nouveau, ceci entraîne l'augmentation des besoins en GSAT. Ainsi, l'évolution de la croissance des PDI entre octobre et avril 2021 est



2.9

Logistique

CIBLE INITIALE	CIBLE REVISÉE	PERS. ATTEINTES JAN-JUIN	FINACEMENT ORIGINAUX	FINANCEMENT REVISÉS
N/A	N/A	N/A	275k	3,1M

Analyse contextuelle

Au vu du contexte d'accès humanitaire au Burkina Faso, le Cluster Logistique a réalisé au cours des derniers mois un état des lieux de la logistique humanitaire au Burkina Faso. Il en ressort le besoin d'un cluster nettement plus présent, proposant nombre de supports logistiques – décentralisés – aux agences répondant à la crise humanitaire.

Le Cluster Logistique a donc élaboré un nouveau Concept des Opérations (CONOPS), qui a pour objectif de mieux répondre aux contraintes identifiées et aux besoins des agences humanitaires.

Les récents problèmes sur la plupart des axes routiers du pays incitent les agences à prépositionner des stocks plus importants, ce qui engendre des problèmes d'entreposage au niveau des hubs intermédiaires, et donc une demande de support auprès du cluster logistique. De plus, de très nombreuses zones sont désormais difficiles à atteindre. Là également, le cluster logistique sera amené à apporter un support opérationnel aux agences en coordonnant le transport de cargo, voire – quand nécessaire – en organisant des convois interagences.

Augmentation du coût de la réponse

La réactivation du Cluster Logistique nécessite une augmentation importante du budget. Celui-ci est de 3 millions de dollars dont 1,8 million de dollars pour la flotte dédiée et 887 000 dollars pour les 5 hubs (soit 177 000 dollars par hub).

Capacité d'absorption

Le contexte opérationnel s'étant fortement dégradé, le cluster logistique va renforcer le développement des hubs logistiques (i) central (à Ouagadougou), et (ii) régionaux (à Fada N'Gourma, Dori, Kaya, et Ouahigouya) en renforçant les équipes logistiques qui y sont basées, en y développant les services logistiques communs proposés aux partenaires du cluster, et en y adjoignant des flottes de camions dédiées au transport du cargo humanitaire.

De plus, afin de disposer d'une offre de cargo complète, le cluster logistique a repris la coordination du cargo transporté par UNHAS. Ce service s'est récemment renforcé grâce à l'arrivée d'un deuxième hélicoptère MI-8. Un troisième appareil sera disponible à partir de juillet, afin de renforcer l'accès aux populations les plus vulnérables.

2.10 Réfugiés



CIBLE INITIALE	CIBLE REVISÉE	PERS. ATTEINTES JAN- JUN	FINACEMENT ORIGINAUX	FINACEMENT REVISÉS
27k	34k	17k	39M	39M

Analyse contextuelle

La dégradation continue de la sécurité au Mali entraine un flux continu d’arrivées de nouveaux demandeurs d’asile notamment dans les régions du Sahel et du Nord. L’augmentation du nombre de réfugiés et demandeurs d’asile (de 28% en comparaison du PIN 2022), les nouveaux déplacements internes entraînent une hausse des besoins en protection, ainsi qu’une pression sur les services sociaux de base et les ressources naturelles, pourraient dégrader la coexistence entre communautés.

Dans la mesure où l’asile s’inscrit dans la durée et que les réfugiés sont installés dans les mêmes zones que les PDI, la mise en œuvre d’une stratégie harmonisée d’inclusion socio-économique des réfugiés au sein des communautés est nécessaire afin de leur assurer une meilleure protection et un accès à des solutions.

Un déficit de financement entrainerait la dégradation continue des conditions de vie des réfugiés, l’augmentation des risques de protection et la dégradation de la cohabitation pacifique avec les PDI et les communautés hôtes. Une telle situation pourrait entrainer leur retour prématuré dans leur pays d’origine, même si les conditions ne permettent pas encore des retours sûrs, dignes et durables.

ADDENDUM
PLAN DE RÉPONSE
HUMANITAIRE
BURKINA FASO